

Bst. gbis – Let. gbis

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 21.024/24216)

Für den Antrag der Mehrheit ... 107 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 80 Stimmen
(0 Enthaltungen)

Bst. k – Let. k

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 21.024/24217)

Für den Antrag der Mehrheit ... 107 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 79 Stimmen
(1 Enthaltung)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Ziff. 2 Art. 77 Abs. 1bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 2 art. 77 al. 1bis

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

21.036

Verordnung über das System Fado. Übernahme und Umsetzung und Bundesgesetz über die polizeilichen Informationssysteme des Bundes. Änderung

Règlement relatif au système Fado. Approbation et mise en oeuvre et loi fédérale sur les systèmes d'information de police de la Confédération. Modification

Erstrat – Premier Conseil

Nationalrat/Conseil national 06.12.21 (Erstrat – Premier Conseil)

*Antrag der Mehrheit
Eintreten*

Antrag der Minderheit

(Hurni, Arslan, Brélaz, Brenzikofer, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funicello, Marti Min Li, Walder)
Nichteintreten

Antrag der Minderheit

(Brenzikofer, Arslan, Brélaz, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Die Beratung des Entwurfes wird gemäss Artikel 87 Absatz 3 des Parlamentsgesetzes sistiert, bis das Ergebnis einer möglichen Referendumsabstimmung über den Bundesbeschluss vom 1. Oktober 2021 über die Genehmigung und die Umsetzung des Notenaustausches zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Übernahme der Verordnung (EU) 2019/1896 über die Europäische Grenz- und Küstenwache

und zur Aufhebung der Verordnungen (EU) Nr. 1052/2013 und (EU) 2016/1624 (Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstands) vorliegt.

Proposition de la majorité

Entrer en matière

Proposition de la minorité

(Hurni, Arslan, Brélaz, Brenzikofer, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funicello, Marti Min Li, Walder)

Ne pas entrer en matière

Proposition de la minorité

(Brenzikofer, Arslan, Brélaz, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Conformément à l'article 87 alinéa 3 de la loi sur le Parlement, l'examen du projet est suspendu jusqu'à ce que le résultat du vote sur un éventuel référendum sur l'arrêté fédéral du 1er octobre 2021 portant approbation et mise en oeuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) 2019/1896 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) no 1052/2013 et (UE) 2016/1624 (Développement de l'acquis de Schengen) soit connu.

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Wir führen eine einzige Debatte über die Minderheitsanträge.

Nidegger Yves (V, GE), pour la commission: Fado, contrairement à ce que cela pourrait inspirer, n'est pas une nostalgie lusitanienne à teneur musicale, mais un acronyme récent et très actuel pour "False and Authentic Documents Online". C'est une sorte de bibliothèque mise en place par les Etats du traité Schengen permettant de mettre à disposition des documents authentiques émanant des Etats membres, des documents d'identité comme des passeports, des cartes d'identité, des permis de conduire, mais également des documents d'état civil émanant des divers Etats. Fado permet également de mettre en ligne des falsifications de ces documents, de sorte à prodiguer une formation aux professionnels qui ont à travailler avec de tels documents, afin qu'ils apprennent à détecter ceux qui sont faux en les distinguant des vrais.

Il s'agit d'informations sur le papier utilisé, sur la façon dont les photographies sont imprimées – au laser, en offset ou par d'autres manières –, sur le positionnement de l'hologramme, de carte à puce ainsi que sur ce qu'elles contiennent. Ces informations sont destinées principalement à l'usage de la formation du personnel de Frontex, qui est supposé empêcher des personnes d'entrer du dehors de l'espace Schengen au moyen de documents falsifiés – on sait que des milliers sont découverts par année –, mais également à l'intention d'autres autorités des Etats membres, ainsi que possiblement de personnes venant du monde privé mais qui ont affaire avec l'identification de passagers, par exemple, dans les aéroports, qui s'identifient au moyen de documents possiblement falsifiés.

Cette bibliothèque est mise en ligne, d'où ce terme "online". La question est de codifier les accès: qui peut y accéder, à quelles conditions et à quelles informations.

Pour que la Suisse – qui doit reprendre ce que l'on appelle l'acquis Schengen – introduise cela dans son propre droit, il a fallu une modification de la loi fédérale sur les systèmes d'information de police de la Confédération. C'est de cela, techniquement, dont il est question aujourd'hui. Le Conseil fédéral a soumis son projet d'arrêté fédéral le 1er septembre 2021. La Commission des affaires juridiques de notre conseil en a traité le 28 octobre 2021. Vous avez sous les yeux la situation.

Comme Mme la présidente vous l'a dit, il y a des propositions de minorité. L'une d'elles est un refus d'entrer en matière. La commission, par 15 voix contre 9, a décidé d'entrer en matière. D'ailleurs, au vote sur l'ensemble, il s'est passé la même chose: la commission a adopté le projet par 15 voix contre 9.

Une autre proposition de minorité vise à suspendre l'examen du projet jusqu'au résultat du référendum qui a été lancé contre un point sur le budget relatif à Frontex. Certains membres de la commission se méfient en effet de manière fondamentale de Frontex, qu'ils suspectent de faire des tas de vilaines choses dans le cadre de sa mission. Cette proposition de minorité a été écartée. La majorité de la commission vous recommande de faire de même et d'entrer en matière sans attendre.

Enfin, la proposition de minorité qui porte sur l'article 18a alinéa 2 a trait à la question délicate des éventuelles données personnelles qui peuvent être contenues dans ces documents. A priori, pour ce qui est des vrais documents mis en ligne comme exemples, il s'agit de documents qui sont produits par les Etats eux-mêmes en tant que spécimens et qui ne devraient pas contenir, à ce titre, de réelles données personnelles se référant à de vraies personnes et révélant des choses sur ces dernières. Quant aux faux documents, comme ils sont des exemples de documents falsifiés, ils ne devraient a priori se référer à personne, puisqu'ils sont faux. Mais il n'est pas totalement exclu que des éléments vrais s'y trouvent et que ces éléments vrais soient à considérer comme des données personnelles.

Dans ce cas, une restriction ancrée à l'article 18a alinéa 2 veut que le stockage de ces données soit réduit au strict minimum et à la nécessité pour documenter par l'illustration des cas de fraudes, et que les données soient utilisées exclusivement par les personnes qui doivent être formées au maniement de ces documents, à leur examen et à la détection des fraudes qui leur seront ainsi présentées. La minorité Dandrès souhaiterait que ces cas-là soient systématiquement, si je comprends bien, transmis pour approbation au Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence. Cette cautèle a paru clairement exagérée à la majorité et plutôt constitutive d'un obstacle que d'une précaution méritant de s'y attarder.

Pour cette raison, la majorité vous recommande également d'écarter cette proposition de la minorité Dandrès et d'adopter le projet en l'état.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS), für die Kommission: Ihre Kommission für Rechtsfragen hat dieses Traktandum am 28. Oktober 2021 in Genf behandelt, wie es sich für ein internationales Thema gehört. Vorab gebe ich Ihnen gerne bekannt, dass die Mehrheit Ihrer Kommission für die Beratung und Annahme der Vorlage ist und dieser mit 15 zu 9 Stimmen zugestimmt hat. Wir werden in einer ersten Phase über einen Antrag der Minderheit Hurni auf Nichteintreten und über einen Antrag der Minderheit Brenzikofer auf Sistierung sprechen.

Fado – was heisst "Fado"? Fado heisst "False and Authentic Documents Online". Es ist nichts anderes als eine Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstands. Sie können sich vorstellen, dass in unserer Kommission insbesondere die Frage diskutiert wurde, dass diese Vorlage mit der Frontex-Vorlage liiert ist.

Um was geht es bei der vorliegenden Vorlage? Es geht – das können Sie in Artikel 1 nachlesen – um die Nutzung polizeilicher Informationssysteme des Bundes. Bisher waren das unter anderem der polizeiliche Informationssystemverbund, dann das automatisierte Polizeifahndungssystem, der nationale Teil des Schengener Informationssystems usw. Mit der Übernahme der EU-Verordnung 2020/439 wird die Bearbeitung von Daten im System über gefälschte und echte Dokumente online durch Behörden des Bundes, der Kantone und der Gemeinden sowie durch private Organisationen möglich. Was bezweckt Fado? Es bezweckt die Speicherung und den Austausch von Informationen über gefälschte und echte Dokumente. Schlussendlich ist Fado ein System zur Erhöhung der Sicherheit von Dokumenten. Und was ganz wichtig ist: Das regelt das Gesetz bereits. Personendaten dürfen insofern nur dann bearbeitet werden, als dies auch tatsächlich notwendig ist.

Wir kommen damit zur ersten Frage, und diese lautete: Wollen wir uns in der vorgeschlagenen Art und Weise am Fado-System beteiligen und mehr Sicherheit im Zusammenhang

mit gefälschten Dokumenten schaffen? Ihre Kommission hat hierzu mit einer klaren Mehrheit Ja gesagt. Es ist eine politische Frage, und wir wollen mehr Sicherheit, wir wollen mehr Fälschungen erkennen.

Artikel 18a Absatz 3 Buchstaben a bis l regelt, wer Zugriff hat. Sie können es selber nachlesen: Vom Fedpol über die Polizeibehörden, das SEM und das EDI bis hin zu den Zollbehörden und, ja, bis hin zu den Strassenverkehrsämtern – sie alle können vom Fado-System Gebrauch machen, weil sie von möglichen Fälschungen direkt betroffen sind. Über diese Aufzählung hat in der Kommission Einigkeit geherrscht.

Die zweite Frage war, ob man Fälle, bei denen man ein Problem feststellt, vorgängig dem Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten vorlegen sollte. Das fordert die Minderheit Dandrès bei Artikel 18a Absatz 2. Hier hat Ihre Kommission mehrheitlich gesagt: Nein, das soll man nicht; das ist bürokratisch, das ist unpraktikabel, das vermindert schlussendlich die Sicherheit und gefährdet das Ziel dieser Vorlage. Die Minderheit ihrerseits hat gesagt: Doch, das ist wichtig im Sinne des Datenschutzes.

Zu guter Letzt wurde auch noch eine dritte Frage intensiv diskutiert, ohne dass dazu ein Minderheitsantrag eingereicht wurde. Gleichwohl gebe ich Ihnen diese Diskussion hier bekannt. Es ging nämlich um die Frage, ob der Bundesrat eine Ermächtigung erhalten soll, in diesem Bereich selbstständig neue Verträge abzuschliessen. Ihre Kommission war mehrheitlich der Meinung, dass man dem Bundesrat diese Blankoklausel eigentlich nicht geben will. Ihre Kommission hat diese Frage mit der Streichung von Artikel 18a Absatz 4 und der daraus folgenden Änderung in Absatz 5 geregelt. Wie bereits erwähnt, wurde hierzu kein Minderheitsantrag eingereicht.

Damit stimmen wir nun über drei Dinge ab, nämlich über den Minderheitsantrag Hurni auf Nichteintreten, welchen wir Sie abzulehnen bitten; über den Minderheitsantrag Brenzikofer, welchen wir Sie gleichermassen abzulehnen bitten, weil es keinen Grund gibt, hier und heute nicht über dieses Thema zu diskutieren und es stattdessen zu verschieben. Zu guter Letzt stimmen wir über den Minderheitsantrag Dandrès zur Konsultation des Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten ab; diesen Antrag habe ich Ihnen ebenfalls als unpraktikabel und bürokratisch dargelegt.

In diesem Sinne bitte ich Sie, der Mehrheit der Kommission zu folgen und dieses aus unserer Sicht wichtige Geschäft zu verabschieden.

Brenzikofer Florence (G, BL): Ich spreche zu meinem Minderheitsantrag auf Sistierung. Es ist ohne Zweifel wichtig, dass die Schweiz mit den Ländern des Schengen-Raumes zusammenarbeitet. Solche Rechtsübernahmen müssen jedoch den aktuellen politischen Kontext mit einbeziehen und mit höchster Vorsicht vorgenommen werden.

Die Grünen stehen der Übernahme und Umsetzung der Verordnung 2020/493 über das System über gefälschte und echte Dokumente (Fado) kritisch gegenüber. Einer der Hauptgründe ist, dass die Verantwortung für den Betrieb des Systems der Europäischen Grenz- und Küstenwache (Frontex) obliegt. Wie Sie alle wissen, stehen gegen Frontex verschiedene Verfahren und Vorwürfe im Raum. So ist beispielsweise das UNO-Flüchtlingshilfswerk beunruhigt und verlangt eine bessere Überwachung möglicher Grundrechtsverletzungen. Als Schengen-Mitglied unterstützt die Schweiz Frontex seit 2009 finanziell und personell. Nun hat der Nationalrat einem jährlichen Budget von 61 Millionen Franken bis ins Jahr 2027 zugestimmt. Dies macht im Gesamtbudget von Frontex ungefähr 5 Prozent aus. Die Schweiz kann dabei als Schengen-Staat ausschliesslich mitreden und hat kein Stimmrecht bei der Planung neuer Kompetenzen und Gesetze. Gegen die Unterstützung von Frontex hat ein Komitee von Grundrechtsorganisationen und Parteien das Referendum ergriffen, denn die Gewalt an Europas Grenzen widerspricht den Grundrechten der Flüchtenden.

Die grüne Fraktion unterstützt dieses Referendum und stellt den Antrag, die Beratungen dieser Fado-Verordnung bis nach einer allfälligen Volksabstimmung im kommenden Jahr auszusetzen. Das heisst, eine Intensivierung der Zusammenar-

beit mit Frontex soll erst nach einer möglichen Volksabstimmung beschlossen werden.

Le groupe des Verts soutient le principe d'un renforcement de la collaboration avec l'Union européenne, c'est la raison pour laquelle nous avons fortement regretté la décision du Conseil fédéral de quitter les négociations sur l'accord-cadre, accord qui aurait d'ailleurs permis à la Suisse d'être impliquée plus en amont dans le développement des règlements et directives.

Nous critiquons la décision de l'Union européenne de confier la compétence de la gestion du système Fado à Frontex. Une nouvelle intensification de la coopération avec Frontex devrait justement être soumise à votation l'année prochaine. C'est pour cela que nous vous demandons de suivre la proposition de minorité de suspendre le traitement de cet objet jusqu'à ce que le peuple Suisse se prononce sur les 61 millions de francs supplémentaires alloués à Frontex.

Je vous remercie de soutenir la minorité.

Hurni Baptiste (S, NE): Nous vous parlons aujourd'hui d'un projet de développement de l'acquis Schengen ayant pour nom Fado. Peut-être qu'en voyant cet acronyme, certaines ou certains d'entre vous auront pensé que les représentants de la Commission des affaires juridiques voulaient vous parler de ces chants populaires portugais aux accents un peu mélancoliques, mais ce n'est, malheureusement, nullement notre intention puisque Fado est uniquement la contraction de "False and Authentic Documents Online".

Pourtant, de la mélancolie, les signataires de la minorité que je défends en sont empreints. En effet, le système Fado existe déjà et, que cela soit dit, il fonctionne bien et constitue un outil important dans la lutte contre les faux documents, notamment d'identité. Si, çà et là, le projet soumis nous paraît peut-être un peu à revoir quant à la protection des données, globalement, nous ne remettons pas en cause l'utilité de cet outil, sa pertinence et sa nécessité.

Mais alors pourquoi cette proposition de non-entrée en matière un peu mélancolique? Simplement parce que l'Union européenne a décidé que la responsabilité de ce système hautement stratégique devait passer du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne à l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, aussi appelée Frontex. Et cela, malheureusement, sans remettre en cause la pertinence du système Fado, constitue un changement qui inquiète beaucoup le groupe socialiste.

Nous vous avons dit, il y a quelques mois, tous les doutes qui étaient les nôtres sur Frontex. Les rapports des ONG sur des pratiques inadmissibles, contraires aux droits humains, se multiplient et s'additionnent au sujet de Frontex, et confier une nouvelle tâche aussi stratégique à cette agence paraît pour le moins problématique. C'est la raison pour laquelle cette proposition de minorité a été déposée.

Pourtant, comme je l'ai déjà indiqué, le système Fado est utile et il n'existe, à notre connaissance, pas d'alternative. C'est la raison pour laquelle, après réflexion, le groupe socialiste a décidé de retirer cette proposition de minorité. Non pas que Frontex soit devenue tout d'un coup plus tolérable à nos yeux, mais parce que, d'une part, le groupe soutiendra la minorité Brenzikofer qui permettrait au moins d'attendre le résultat du référendum sur Frontex et, par ailleurs, si cette minorité venait à être refusée, le groupe socialiste serait partagé au vote final, tant il est vrai que l'on ne saurait se passer de l'outil qu'est Fado, mais que, mis entre de mauvaises mains, il peut être utilisé à très mauvais escient.

Dandrès Christian (S, GE): Les rapporteurs ont très bien résumé en quoi consistait le système Fado. Ils ont indiqué que, principalement, ce système n'était pas destiné à contenir des informations sensibles, mais que cela peut parfois arriver. Le projet dont nous débattons pose deux conditions pour cela: que le système "l'exige absolument" et que les données sensibles soient liées aux éléments de sécurité ou alors soient caractéristiques d'une fraude.

Ce qui pose problème, et cela a été dit, c'est de savoir qui peut avoir accès à ces informations et qui gère le système.

Le système Fado a été créé en 1998 et sa gestion a été faite par le Secrétariat du Conseil de l'Union européenne jusqu'en 2018, puis elle a été transférée à Frontex.

C'est là que le bât blesse, en raison d'un manque de confiance dans cette institution. En effet, Frontex est une institution totalement dysfonctionnelle: plusieurs enquêtes, internes et externes, ont été menées tant sous l'angle organisationnel que sous l'angle du respect des droits humains. Des manquements avec de très graves violations des droits humains ont été constatés, alors que ces droits sont au cœur de l'Union européenne.

Il faut aussi relever que la mission de Frontex est déjà en elle-même problématique, puisque le droit d'asile est garanti et qu'il doit être concrétisé par l'Union européenne. Malheureusement, avec Frontex, on constate que des personnes persécutées, torturées ou victimes de la guerre, qui auraient le droit de demander la protection d'un autre Etat, ne parviennent pas à le faire.

De plus, la manière dont Frontex s'acquitte de sa mission est tout à fait indigne. Plusieurs rapports ont montré que les gardes-côtes de Frontex empêchent l'exercice du droit d'asile en repoussant des canots de fortune vers la Turquie et la Libye, alors que la Commission européenne et Frontex savent parfaitement ce que risquent les personnes si elles sont renvoyées en Libye: les migrants sont parfois vendus comme esclaves, torturés ou violés. Ce sont des situations absolument innommables. Il y a encore pire que cela, depuis plusieurs mois, il semble que les migrants n'ont pas besoin de tomber dans les griffes des groupes militaires libyens pour connaître la torture, puisque des agents de Frontex, ou des gardes-frontière assistés par Frontex, semblent s'en prendre directement à eux. En Croatie, des scènes d'horreur ont été décrites, avec des pères de famille à qui on a arraché les ongles; enfin, des choses absolument invraisemblables.

Très récemment, un traducteur d'origine afghane employé par Frontex a porté plainte contre ses collègues qui l'avaient pris pour un "simple migrant" et l'avaient battu.

On peut donc constater, avec cette politique, que Frontex et l'Union européenne foulent aux pieds les principes les plus élémentaires de la dignité humaine.

On demande à la Suisse de participer administrativement et financièrement à Frontex. Un référendum contre le financement additionnel a été lancé, alors que cette institution se comporte de manière ignoble. Je suis très fier d'appartenir à un groupe politique qui soutient ce référendum.

Frontex dysfonctionne également sous l'angle de la gestion administrative. Le rapport du Parlement européen est arrivé à la conclusion que Frontex a d'énormes difficultés à faire collaborer les Etats entre eux et à collaborer avec les Etats. C'est un rapport très récent puisqu'il date du mois de juillet dernier.

C'est à la lumière de ces éléments qu'il faut apprécier les risques d'implémenter le système Fado géré par cette organisation. Une conclusion s'impose, c'est qu'on ne peut pas s'assurer du bon usage de ces données. Il faut donc travailler en amont.

Pour travailler en amont, ma minorité prévoit que le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence soit informé lorsque des données sensibles seront transférées, ce qui ne sera probablement pas très fréquent et donc ne représentera pas une charge bureaucratique importante, surtout pas en comparaison avec les enjeux monumentaux qui sont en lien avec ces données sensibles.

L'autre proposition qui avait été faite par le groupe socialiste était la suppression de la clause de délégation au Conseil fédéral pour conclure des traités internationaux dans ce domaine. Fort heureusement, une majorité s'est dégagée en commission pour supprimer cette clause de délégation.

Encore un mot sur la question européenne, qui a été abordée par Mme Brenzikofer notamment. On peut constater que la Suisse se cherche dans ses rapports avec l'Union européenne, même si notre avenir va dans le sens d'une collaboration accrue avec l'Union européenne. La Suisse n'est évidemment pas le seul pays à avoir quelques doutes. Je pense que l'exemple le plus flagrant est évidemment le Brexit, qui montre que ces doutes peuvent réunir une majorité dans un

certain nombre de ces pays – et probablement que la situation serait identique en Suisse si la population devait se prononcer aujourd'hui.

Ce qui nourrit aussi ces doutes, c'est évidemment la façon dont une majorité politique au sein de la Commission européenne ou au sein de la zone Euro a pu traiter de situations aussi complexes que celle de la Grèce et de Frontex. La façon dont Frontex traite les migrants, est aussi une grande source de préoccupation. On peut avoir une approche qui est européenne tout en étant pour le moins aussi critique qu'a pu l'être le Parlement européen vis-à-vis de ses propres agences.

C'est pour cela que le groupe socialiste soutient cette proposition de minorité et vous appelle à en faire de même.

Brenzikofer Florence (G, BL): Nachdem ich im ersten Votum zur Sistierung der Vorlage gesprochen habe, möchte ich jetzt auf den Minderheitsantrag meines Vorredners eingehen.

Für die grüne Fraktion ist es wichtig, entsprechende Anträge zur Verbesserung der Gesetzesvorlage zu unterstützen. Mit dem Antrag der Minderheit Dandrès zu Artikel 18a Absatz 2 würde der Datenschutz im Umgang mit sensiblen Personen-daten gestärkt. Denn das Risiko ist vorhanden, dass diese Daten für andere Zwecke verwendet werden als für diejenigen, für welche sie ursprünglich gesammelt worden sind. Es ist sinnvoll, dass hier die Datenschutzstelle konsultiert wird, denn diese Daten sind beispielsweise auch in anderen Staaten einsehbar. Es braucht eine Garantie, dass datenschutzrechtliche Vorgaben und Grundsätze strikt eingehalten werden und dass durch die Verknüpfungen kein Missbrauch entsteht. Zudem werden personenbezogene Daten nur pseudonymisiert und nicht anonymisiert, was die grundsätzliche Zuordnungsmöglichkeit der Daten zu den betreffenden Personen weiterhin zulässt.

Es wurde bereits gesagt: Gemäss Artikel 18a Absätze 4 und 5 sollen Dritte, wie beispielsweise internationale Organisationen oder private Unternehmen wie Flugverkehrsunternehmen, neu Zugriff auf die vierte Stufe des Fado-Systems haben. Das haben wir in der Kommission eingehend diskutiert. Auch die Frage, die mein Vorredner bereits angesprochen hat, ob der Bundesrat eigenmächtig Staatsverträge für die Übernahme von Weiterentwicklungen des Schengen-Besitzstandes mit Änderungen der Zugriffsrechte abschliessen können soll, haben wir eingehend diskutiert. Es ist wichtig, dass das Parlament bei solchen Rechtsübernahmen für die nötigen Gesetzesanpassungen im Voraus und nicht erst im Nachhinein konsultiert wird.

Ich danke Ihnen, dass Sie den Antrag der Minderheit Dandrès und ebenfalls meinen Minderheitsantrag auf Sistierung unterstützen.

de Quattro Jacqueline (RL, VD): Le groupe libéral-radical soutient la nouvelle base légale pour le système européen d'archivage de documents d'identité et entrera en matière sur le projet proposé par le Conseil fédéral.

Le groupe libéral-radical est convaincu qu'une bonne coopération entre les autorités internationales de sécurité est essentielle pour lutter efficacement contre la falsification des documents qui ne cesse de s'intensifier. La falsification de documents est souvent utilisée pour permettre à des migrants de dissimuler leur véritable identité et leur véritable origine. Mais les criminels y ont aussi recours, notamment dans les domaines du blanchiment d'argent, du terrorisme ou encore de la traite des êtres humains. Les techniques utilisées pour produire de faux documents sont devenues de plus en plus sophistiquées. Il est nécessaire en conséquence de disposer d'informations de première qualité pour détecter les éléments de sécurité et les caractéristiques de fraude.

Depuis 2014, la Suisse a découvert entre 3800 et 5100 documents falsifiés par année. Afin de pouvoir combattre de manière adaptée l'utilisation de faux documents et d'endiguer le risque qu'ils représentent pour la sécurité de l'espace Schengen, en particulier aux frontières extérieures, il est essentiel de pouvoir échanger de manière simple, rapide et efficace des informations sur les documents authentiques et sur

les faux. La Suisse utilise d'ailleurs le système Fado depuis 2010.

Le nouvel arrêté fédéral permettra de développer davantage l'acquis de Schengen. Les bases de données Schengen sont en effet des outils indispensables pour la police et les autorités de frontière et de migration dans la lutte contre le crime organisé international, le terrorisme et, je l'ai dit, la migration illégale.

Convaincu que le système Fado apportera une pierre essentielle à l'architecture de sécurité de l'Europe, le groupe libéral-radical entrera en matière sur le projet du Conseil fédéral. Il rejettera la proposition de la minorité Brenzikofer visant à suspendre l'examen du projet dans l'attente du résultat d'un référendum demandé en lien avec l'augmentation des contributions allouées à Frontex. Il n'y a aucune raison de lier les deux objets, et encore moins de mettre en danger l'ensemble de la coopération Schengen, voire Dublin.

Au sujet des critiques adressées par la gauche, je rappelle que la décision de l'Union européenne de confier la gestion du système Fado à Frontex remonte également à 2018. C'est une volonté politique de l'Union européenne de renforcer Frontex et d'en faire une agence plus efficace pour lutter contre les falsifications et l'immigration illégale.

C'est dans l'intérêt de notre pays.

Le groupe libéral-radical s'oppose à la minorité Dandrès à l'article 18a alinéa 2 de la loi fédérale sur les systèmes d'information de police, qui demande que le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence soit consulté au préalable. Cette requête est disproportionnée et inutile, car le système Fado est déjà conforme à la loi sur la protection des données ainsi qu'à sa révision qui entrera en vigueur au 1er janvier prochain.

Il est important de rappeler qu'il ne faut pas confondre le système Fado avec le système d'information Schengen. Le système Fado ne contient pas de données personnelles. Il ne permet pas d'identifier des personnes ni de consulter des informations sur un individu en particulier. Le système Fado ne permet pas de retrouver des personnes qui ont été signalées par Interpol ou Europol.

En conclusion, le groupe libéral-radical entrera en matière et suivra la majorité de la commission.

Binder-Keller Marianne (M-E, AG): Auch wenn man zur Bedeutung von Fado auch andere Assoziationen haben mag: Hier sprechen wir über ein Bildspeicherungssystem für Identitätsdokumente in der Europäischen Union. Es ist ein digitales Nachschlagewerk, ein wertvolles Instrument der Schengen-Staaten, um gefälschte Dokumente zu erkennen und Informationen über Sicherheitsmerkmale und potenzielle Fälschungsmerkmale in echten oder gefälschten Dokumenten zwischen den Staaten auszutauschen.

Das System wird in der EU gestützt auf eine gemeinsam beschlossene Massnahme vom 3. Dezember 1998 genutzt. Diese Massnahme gehört formell nicht zum Schengen-Besitzstand und wurde von der Schweiz deshalb auch nie übernommen. Gleichwohl beteiligt sich die Schweiz seit 2010 daran und nutzt das System Fado.

Mit der neuen Verordnung der EU vom März 2020 wird Fado nun auf eine neue rechtliche Basis gestellt. Diese ersetzt die bisherige Grundlage und stellt eine Schengen-Weiterentwicklung dar. Neu wird die Agentur für Europäische Grenz- und Küstenwache (Frontex) für das Funktionieren des Systems verantwortlich sein. Es macht Sinn, dass diejenige Behörde, die für die Sicherheit der Aussengrenzen und damit für die Prüfung der Dokumente zuständig ist, auch für das korrekte Funktionieren von Fado zuständig ist. Die Mitte-Fraktion unterstützt diese Weiterentwicklung vollumfänglich und bitet Sie deshalb, auf die Vorlage einzutreten und den Minderheitsanträgen Brenzikofer auf Sistierung und Hurni auf Nicht-eintreten nicht zu folgen.

Die Schweiz hat jedes Interesse an der Beteiligung am Fado-System, garantiert es doch weiterhin den effektiven, effizienten und unbürokratischen Austausch von Informationen über echte und gefälschte Dokumente. Damit es auch klar ist: Es geht um Dokumente wie beispielsweise Fahr- oder Personen- ausweise und nicht um Personendaten. Weiter muss ich mei-

ner Irritation wirklich ein wenig Ausdruck geben, dass ausgerechnet die Linke, die momentan einen auf Euroturbo macht, sich gegen ein gesamteuropäisches Projekt stellt, das nichts anderes macht, als Dokumente auf ihre Echtheit zu überprüfen. Ihre Gegnerschaft ergibt sich aus dem einzigen Grund, dass es die falsche Behörde sein soll, die dies tut.

Fado dient dazu, Fälschungen aufzudecken. Im Asylwesen kommt es beispielsweise manchmal vor, dass jemand seine wahre Identität verschleiern will. Das System kommt beispielsweise auch im Rahmen von Ermittlungen bei kriminellen Tätigkeiten wie Geldwäscherei oder Terrorismus zur Anwendung. In der Schweiz identifizieren die Polizei, die Grenzbehörden und die Migrationsbehörden durch das System Fado pro Jahr zwischen 4000 und 5000 gefälschte Dokumente. Die Kontrolle darüber, wer Einsicht in das System hat, ist mittels verschiedener Stufen klar geregelt. Die Sicherheit ist gewährleistet.

Wir bitten Sie deshalb nochmals, einzutreten und dann der Mehrheit zu folgen und die Minderheit Dandré bei Artikel 18a Absatz 2 abzulehnen. Diese Minderheit will, dass bei jeder Abfrage auch noch der Eidgenössische Datenschutzbeauftragte eingeschaltet wird. Die Mitte stellt sich klar gegen diese ausufernde Bürokratie.

Geissbühler Andrea Martina (V, BE): Die SVP-Fraktion folgt jeweils der Kommissionsmehrheit und wird auf die Vorlage eintreten. Eine Sistierung dieses wichtigen Anliegens kommt für uns nicht infrage und bringt auch keinen Mehrwert. Die Schweiz hat jahrelange Erfahrung mit dem Fado-System, es wird seit dem Jahr 2010 genutzt. Da eine Zunahme von gefälschten Dokumenten zur Verschleierung der Identität festgestellt und die Herstellung von gefälschten Dokumenten immer professioneller wird, braucht es in der Rechtsgrundlage einige Anpassungen. Die gefälschten Dokumente werden nicht nur im Rahmen der Migration, sondern immer häufiger auch für kriminelle Zwecke verwendet. Das Fado-System ist wichtig, um gegen diese kriminellen Machenschaften vorgehen zu können.

Zugriff auf das System haben nur das Fedpol, die polizeilichen Strafverfolgungsbehörden, die Transportpolizei, das SEM und andere Migrationsbehörden, das Bundesverwaltungsgericht, das EDA und das Bundesamt für Zoll und Grenzsicherheit – also alles Stellen, welche täglich Ausweiskontrollen machen müssen oder mit Ausweisen zu tun haben. Dort ist es darum sehr wichtig, gefälschte Ausweise und Dokumente auch zu erkennen. Das Datenschutzgesetz wird beim Fado-System eingehalten.

Bei Artikel 18a Absatz 2 folgen wir ebenfalls der Mehrheit. Das Fado-System soll Informationen über gefälschte und echte Dokumente zur Erkennung von Sicherheits- und Fälschungsmerkmalen geben. Personendaten dürfen nur bearbeitet werden, wenn es unbedingt erforderlich ist. Wenn man nun immer noch vorgängig den Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten konsultieren muss, wie es eine Minderheit fordert, wird eine effiziente Kriminalitätsbekämpfung kaum noch möglich sein.

Die SVP-Fraktion wird also immer der Mehrheit folgen und der Vorlage zustimmen.

Flach Beat (GL, AG): Die Grünliberalen sind Freunde der Schengen-Assoziierung. Wir sehen, dass dieser grösste visumfreie Raum auf der Welt für uns als Schweizer, aber auch für uns als Europäer riesige Vorteile hat. Die Schengen-Assoziierung nur wegen dieser kleinen Anpassung zu riskieren, halten wir für völlig verfehlt. Wir sind der Meinung, dass das Schengen-Abkommen bzw. der visumfreie Raum mit rund 420 Millionen Einwohnerinnen und Einwohnern, mit der Schweiz, einen wesentlichen Punkt für die Freiheit, aber auch für unsere gesellschaftliche, soziale und letztlich auch für unsere wirtschaftliche Entwicklung beinhaltet, den man nicht wegen des Fado-Systems riskieren sollte. Der Minderheitsantrag, der darauf abzielt, abzuwarten, bis eine allfällige Frontex-Abstimmung über die Bühne gegangen ist, ist genauso unsinnig und unverhältnismässig wie der Minderheitsantrag, überhaupt nicht auf diese Anpassung an die Fado-Verordnung einzutreten.

Die Schweiz hat in den Jahren von 2014 bis heute jährlich zwischen 3800 und 5100 falsche Dokumente festgestellt – bei verschiedensten Kontrollen. Dabei handelte es sich um Personen, die gesucht wurden, um Personen, die illegal die Schengen-Grenzen oder die Schweizer Grenzen überquert haben. Dabei handelte es sich um Diebstähle, Menschen-smuggel, Schmuggel von Rauschgift und ähnliche Dinge. Solche Dokumente, wie festgestellt wurde, sind heute immer besser gefälscht, weshalb es wichtig ist, dass diese Anpassung an die Fado-Verordnung passiert.

Das Fado-System ist nichts anderes als eine Bibliothek mit Bildern, mithilfe derer man zwischen falschen und richtigen, das heisst authentischen Dokumenten unterscheiden kann. Damit ist diese Bibliothek ein wesentliches Instrument zur Stärkung der Sicherheit, zur Bekämpfung der Kriminalität. Damit kann letztlich auch dafür gesorgt werden, dass eben die richtigen Personen als Eigentümer von Fahrzeugen erscheinen oder die richtigen Waren über die Grenzen kommen.

Das ist, glaube ich, auch im Sinne von Links-Grün, weil damit auch sichergestellt wird, dass klare Kontrollen an den Grenzen gemacht werden können und dass diese Kontrollen weiterentwickelt werden. Denn Ihre Idee, einfach zu sagen: "Wir wollen Frontex abschaffen, weil das System noch nicht funktioniert", bedeutet schlicht und ergreifend, dass Sie es wieder den Nationalstaaten überlassen wollen, sogar der libyschen Küstenwache. Sie glauben tatsächlich, dass die Nationalstaaten es menschenrechtsmässig besser machen als die Grenzsoldaten, die in Zukunft noch mehr von Frontex unterstützt werden. Ich glaube, da sind Sie einfach auf dem Holzweg. Das funktioniert so nicht.

Fado ist ein System der Bildwiedergabe und der Kontrolle von Dokumenten. Da wir das neue Datenschutzgesetz beraten und angenommen haben und dabei auch die Bestimmungen bezüglich der Bearbeitung von schützenswerten Personendaten angepasst haben, ist es nicht notwendig, dass Sie, wie es die Minderheit Dandré will, den Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten quasi komplett lahmlegen, da er bei jeder Bearbeitung von schützenswerten Personendaten beigezogen werden müsste. Stellen Sie sich das einmal vor! Auch die Ausweitung der Zugriffsrechte auf diejenigen, die diese Dokumente prüfen, ist richtig. Sie schützt letztlich nicht nur die Sicherheit der Schweiz, sondern auch die Sicherheit des Schengen-Raums insgesamt.

Ich schaue jetzt nach links. Wir sind doch Europäer: Wenn wir das System weiterbetreiben und verbessern wollen, dann können wir es nicht einfach zusammenstampfen und sagen, dass wir nicht einmal darüber reden wollen. Vielmehr ist es wichtig, dass man an diesem System arbeitet. Für die grünliberale Fraktion ist klar, dass Frontex Fehler macht und Fehler gemacht hat. Wahrscheinlich passieren auch in Zukunft Fehler. Wir sehen die Situation an der Grenze zwischen Polen und Belarus genauso kritisch wie Sie. Dass Sie aber einfach Frontex abstrafen und sagen, dass Sie nicht einmal mehr diese Bilddatenbank weiterführen wollen, und damit den Schengen-Besitzstand riskieren, das verstehen wir nicht.

Bitte treten Sie auf die Vorlage ein, lehnen Sie den Sistierungsantrag ab, und folgen Sie der Mehrheit.

Hurni Baptiste (S, NE): Monsieur Flach, j'ai bien écouté votre exposé. Avez-vous compris que j'ai retiré ma minorité? Cela ne me semble pas clair dans votre discours.

Flach Beat (GL, AG): Besten Dank, Herr Hurni. Ich habe die Minderheit sehr gut verstanden: Sie wollen einfach sistieren, bis es eine Abstimmung über das Frontex-Referendum gibt. Damit riskieren Sie aber die Schengen-Assoziierung. Es geht nicht um die Frage eines Aufschubs oder so; vielmehr fallen die Verträge dahin, wenn wir die Schengen-Assoziierung nicht mehr haben. Es gibt nichts anderes.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Im Schengen-Raum nimmt die Zahl von gefälschten Dokumenten stetig zu. Sie wissen, gefälschte Dokumente – gefälschte Identitätskarten,

Pässe, Führerausweise oder andere Dokumente – werden für kriminelle Zwecke, für die illegale Migration, aber eben auch für den Menschenhandel verwendet. All das ist hoch im Kurs.

Die Schweizer Polizei und andere Kontrollbehörden stellen jährlich zwischen 4000 und 5000 gefälschte Dokumente fest. Dafür brauchen sie Fado. Das ist ein – Sie haben es gehört – digitales Nachschlagewerk, eine Art Archiv oder eine Art Bibliothek der EU, in dem Muster von echten und gefälschten Identitätsdokumenten, Führerscheinen, Aufenthaltserlaubnissen oder Personenstandsdokumenten enthalten sind. "Fado" steht für "False and Authentic Documents Online". Das Online-System leistet einen wichtigen Beitrag für eine effiziente Aufklärung von Dokumentenmissbrauch im gesamten Schengen-Raum und damit auch in unserem Land, in der Schweiz.

Die Schweiz beteiligt sich seit 2010 an Fado. Die EU hat das System nun mit einer Verordnung auf eine neue rechtliche Basis gestellt. Es handelt sich – Sie haben es gehört – um eine zwingende Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstands. Die Schweiz muss diesen Schengen-Besitzstand als assoziiertes Mitglied übernehmen. Um die Umsetzung in der Schweiz sicherzustellen, hat der Bundesrat eine Vorlage erarbeitet, die Anpassungen im Bundesgesetz über die polizeilichen Informationssysteme des Bundes vorsieht. In der Vorlage wird auch festgelegt, welche Schweizer Behörden Zugriff auf Fado haben. Auf EU-Ebene wird Fado von der Agentur für die Europäische Grenz- und Küstenwache (Frontex) betrieben; das ist ein Entscheid der EU-Kommission.

Es ist mir wichtig, darauf hinzuweisen, dass Fado keine Abfrage von personenbezogenen Daten ermöglicht – das wurde fälschlicherweise hier behauptet. Es handelt sich bei Fado lediglich um ein Bildspeichersystem oder, anders gesagt, um eine Referenzbibliothek. Bei echten Dokumenten werden jeweils Bilder der offiziellen Referenzmuster gespeichert, bei Fälschungen die Abbildungen der vorgenommenen Fälschungen. Damit kann man eben die Dokumente vergleichen.

In diesem Kontext möchte ich kurz auf den Minderheitsantrag Dandrès zu sprechen kommen: Eine Minderheit der vorberatenden Kommission will bei einer Bearbeitung von Personendaten im Fado-System gemäss Artikel 18a Absatz 2 BPI die vorgängige Konsultation des Edöb vorsehen. Mit der aktuellen Vorlage wird eine formelle gesetzliche Grundlage geschaffen, um im Bedarfsfall besonders schützenswerte Personendaten bearbeiten zu können. Konkret könnte eine Fälscherin ein Foto verändert oder auch ausgetauscht haben. Es sind solche Fälschungsmuster, die im Fado-System beispielhaft enthalten sind. In diesen Fällen den Edöb zu einer Stellungnahme einzuladen, wäre nicht verhältnismässig. Sie müssen sich auch bewusst sein, dass das Verbrechen nicht zu einer bestimmten Uhrzeit haltmacht. Die Polizei- und Migrationsbehörden müssen eigentlich 24 Stunden, rund um die Uhr Fado konsultieren können, und der Edöb würde ja nicht ständig zur Verfügung stehen.

Eine vorgängige Konsultation des Edöb ist nicht praktikabel. Eine solche vorgängige Beurteilung durch den Edöb wird auch in anderen, vergleichbaren Fällen nicht gemacht. Würde man einen solchen Mechanismus hier und auch bei anderen Datenbankabfragen einführen, würde dies zu einer deutlichen Mehrbelastung des Edöb führen. Ich bitte Sie also, diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

Was den Mehrheitsbeschluss Ihrer Kommission betreffend die Delegationsnorm an den Bundesrat angeht, verzichte ich auf eine Abstimmung, im Wissen darum, wie sie in dieser Frage wohl herauskommen würde. Ich denke, wir müssen die Frage dann in der Differenzbereinigung noch einmal beleuchten.

Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten und ihr zuzustimmen.

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Wir stimmen zunächst über den Antrag der Minderheit Brenzikofer auf Sistierung der Vorlage ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 21.036/24218)

Für den Antrag der Minderheit ... 57 Stimmen

Dagegen ... 106 Stimmen

(6 Enthaltungen)

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Hurni auf Nichteintreten wurde zurückgezogen.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

Bundesbeschluss über die Genehmigung und die Umsetzung des Notenaustausches zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Übernahme der Verordnung (EU) 2020/493 über das System über gefälschte und echte Dokumente online (Fado) (Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstands)

Arrêté fédéral portant approbation et mise en oeuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE sur la reprise du règlement (UE) 2020/493 relatif au système "Faux documents et documents authentiques en ligne" (Fado) (Développement de l'acquis de Schengen)

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Änderung eines anderen Erlasses Modification d'un autre acte

Einleitung; Titel; Art. 1; 2 Abs. 2, 3; Gliederungstitel vor Art. 18a

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Introduction; titre; art. 1; 2 al. 2, 3; titre précédant l'art. 18a

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 18a

Antrag der Mehrheit

Abs. 1–3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 4

Streichen

Abs. 5

... nach Absatz 3 und ein begrenztes Zugriffsrecht ...

Antrag der Minderheit

(Dandrès, Arslan, Brélaz, Brenzikofer, Fehlmann Rielle, Funiello, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Abs. 2

... eines Dokumentes im Zusammenhang stehen. Vorgängig ist der Eidgenössische Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragte zu konsultieren.

Art. 18a

Proposition de la majorité

Al. 1–3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 4

Biffer

Al. 5

... prévus à l'alinéa 3 et à prévoir un droit d'accès limité ...

Proposition de la minorité

(Dandrès, Arslan, Brélaz, Brenzikofer, Fehlmann Rielle, Funi-ciello, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Al. 2

... fraude d'un document. Le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence doit être consulté au préalable.

Abs. 2 – Al. 2

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 21.036/24220)

Für den Antrag der Mehrheit ... 123 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 65 Stimmen

(1 Enthaltung)

Abs. 4, 5 – Al. 4, 5

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Der Bundesrat hält bei den Absätzen 4 und 5 an seinem Antrag fest, verzichtet aber auf eine Abstimmung über seinen Antrag.*Angenommen gemäss Antrag der Kommission**Adopté selon la proposition de la commission**Übrige Bestimmungen angenommen**Les autres dispositions sont adoptées**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif; 21.036/24221)

Für Annahme des Entwurfes ... 123 Stimmen

Dagegen ... 62 Stimmen

(5 Enthaltungen)

Präsidentin (Kälin Irène, Präsidentin): Ganz herzlich möchte ich mehreren Geburtstagskindern gratulieren. Am Wochenende feierten unser Kollege Hans-Ueli Vogt und unsere Kollegin Melanie Mettler Geburtstag. Heute haben wir als Geburtstagskinder die Kollegen Christian Lüscher und Rocco Cattaneo unter uns. Herzlichen Glückwunsch zum Geburtstag! (*Beifall*)

14.470

Parlamentarische Initiative**Luginbühl Werner.****Schweizer Stiftungsstandort.****Stärkung****Initiative parlementaire****Luginbühl Werner.****Renforcer l'attractivité de la Suisse****pour les fondations***Différences – Divergences*

Ständerat/Conseil des Etats 12.09.17 (Vorprüfung – Examen préalable)

Ständerat/Conseil des Etats 16.09.19 (Frist – Délai)

Ständerat/Conseil des Etats 10.06.21 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 14.09.21 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 22.09.21 (Différences – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 06.12.21 (Différences – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 08.12.21 (Différences – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 13.12.21 (Différences – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 17.12.21 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 17.12.21 (Schlussabstimmung – Vote final)

Schweizerisches Zivilgesetzbuch (Schweizer Stiftungsstandort, Stärkung)**Code civil (Renforcer l'attractivité de la Suisse pour les fondations)****Ziff. I Art. 84 Abs. 3***Antrag der Mehrheit*

Begünstigte oder Gläubiger der Stiftung, der Stifter, Zustifter oder Spender sowie ihnen nahestehende Personen und Stiftungsratsmitglieder, welche ein Interesse daran haben, dass die Verwaltung der Stiftung mit Gesetz und Stiftungsurkunde in Einklang steht, können gegen Handlungen und Unterlassungen der Stiftungsorgane Beschwerde bei der Aufsichtsbehörde erheben.

Antrag der Minderheit I

(Dandrès, Arslan, Brélaz, Brenzikofer, Fehlmann Rielle, Funi-ciello, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Begünstigte oder Gläubiger der Stiftung, der Stifter, Zustifter oder Spender sowie ihnen nahestehende Personen und Stiftungsratsmitglieder können gegen Handlungen und Unterlassungen der Stiftungsorgane Beschwerde bei der Aufsichtsbehörde erheben.

Antrag der Minderheit II

(Vogt, Cottier, Geissbühler, Lüscher, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena, Walti Beat)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. I art. 84 al. 3*Proposition de la majorité*

Les bénéficiaires ou les créanciers de la fondation, le fondateur, les contributeurs ou les donateurs ainsi que leurs proches de même que les membres du conseil de fondation qui justifient d'un intérêt à contrôler que l'administration de la fondation soit conforme à la loi et à l'acte de fondation peuvent recourir à l'autorité de surveillance contre les actes ou les omissions des organes de la fondation.

Proposition de la minorité I

(Dandrès, Arslan, Brélaz, Brenzikofer, Fehlmann Rielle, Funi-ciello, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Les bénéficiaires ou les créanciers de la fondation, le fondateur, les contributeurs ou les donateurs ainsi que leurs proches de même que les membres du conseil de fondation peuvent recourir à l'autorité de surveillance contre les actes ou les omissions des organes de la fondation.